

Les foudres de l'ayatollah

Arrivé à Téhéran le dimanche 19 août au soir, notre envoyé spécial Jérôme Dumoulin en est reparti mercredi soir. Expulsé. Il raconte ici ses trois nuits et ses trois jours d'indésirable.

Je débarque à Téhéran le dimanche 19 août au soir. Les contrôles à l'aéroport, sont à la fois multiples et superficiels. Personne, je crois, n'a remarqué la mention « journaliste » sur ma fiche de débarquement. A la sortie, pas de taxi. Un jeune Iranien propose de me conduire à l'hôtel. S., originaire de Tabriz, vit depuis quelques semaines à Téhéran. Dans un anglais approximatif, il se plaint que l'Iran est « très malheureux » sous le règne de l'ayatollah Khomeiny. « Nous n'avons plus aucune liberté », dit-il. Il n'a qu'une idée en tête : rejoindre sa sœur, infirmière au Texas.

Lundi matin, visite à des journalistes en poste à Téhéran. Tous me conseillent d'aller au ministère de l'Orientation nationale remplir une demande d'accréditation. « Sans carte de presse, disent-ils, tu ne pourras pas rencontrer de personnalités officielles. Et, qui sait, on l'accuserait peut-être d'espionnage. » Je passe au ministère. Photo d'identité. Formulaire. Je suis invité à revenir le lendemain matin, mardi, pour retirer ma carte.

« Un texte insultant »

Marche dans les rues de Téhéran. La ville est en apparence assez calme. Peu de femmes en tchador. Les portraits de Khomeiny se font rares. Les jeunes gens en armes qui paraissent sur les avenues après la révolution ont disparu. L'effrayante circulation de la capitale est peut-être un peu plus « fluide » que par le passé. On voit à nouveau de « belles américaines ».

Un grand bourgeois de Téhéran, revu à l'hôtel, me confie : « Il y a moins de gens, et moins d'argent, mais la vie continue. »

Partout, à même le trottoir, des pyramides de pastèques oblongues, d'un vert très clair. La nourriture est plus chère, mais toujours abondante.

Avenue Mossadegh, anciennement Pahlavi, attroupement d'étudiants autour du siège des mojahedines, les étudiants musulmans de gauche : ils tentent de conserver la disposition de leur immeuble, dont le procureur de la Révolution islamique, à Téhéran, l'ayatollah Ahmad Azeri Qomi, a ordonné l'évacuation. Baroud d'honneur.

La partie est perdue d'avance. Mais en « finassant » avec les autorités religieuses, ils gagnent du temps pour démenager et « planquer » leurs armes.

Une douzaine de coups de téléphone passés en vain à des Iraniens dont j'avais fait la connaissance au printemps dernier : des femmes, au bout du fil, se contentent d'un bref « not at home » et racrochent.

Visite à l'un des journalistes occidentaux les mieux informés de Téhéran. Il parle le persan et téléphone sans arrêt à ses « correspondants » iraniens. Événement du jour : les troubles au Kurdistan. Selon les témoignages qu'il reçoit, l'affaire est montée de toutes pièces par l'entourage de Khomeiny.

Mustapha Chamrane, vice-Premier ministre, et patron de la nouvelle police secrète, la Savama, qui aurait la confiance totale de Khomeiny, a pris en charge la direction des opérations au Kurdistan. Certains voient en lui l'un des successeurs possibles du Premier ministre Mehdi Bazargan, un homme dont on tend, aujourd'hui, à oublier l'existence.

Les journaux disparaissent les uns après les autres. Sur ordre du procureur Azeri Qomi, qui fait du zèle après le discours incendiaire prononcé contre la presse la semaine précédente par l'ayatollah Khomeiny. Parmi les raisons invoquées par le procureur : « L'anxiété mentale que provoquent ces publications chez le public. » « Mais ces mesures, ajoute le procureur, ne portent aucunement atteinte à la liberté de la presse, reconnue par l'Islam. »

Mardi matin, retour au ministère de l'Orientation. M. Beznadnia, directeur général de la presse étrangère, me reçoit avec courtoisie. Il a fait des études d'endocrinologie aux États-Unis, où, dit-on, il aurait lié amitié avec le puissant Dr Ibrahim Yazdi, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères. Il tient à la main la traduction d'un article que j'ai écrit dans L'Express du 4 août : « C'est un texte insultant pour la révolution et le peuple iraniens », me dit-il.

J'essaie de lui expliquer que si je suis sur place, c'est bien parce que, vue de loin, la situation apparaît quelquefois plus dramatique qu'elle n'est en réalité. Il paraît incertain sur mon sort.

« Je vais aller en discuter avec le ministre », me dit-il. Il s'absente pendant vingt minutes. A son retour, l'air navré, il m'annonce qu'il n'est pas question de m'accorder la carte. « Le ministre est furieux de votre présence ici. » Je lui fais remarquer que cette politique fera sans doute plus de mal que de bien au régime. Curieusement, il a l'air fort embarrassé et, comme pour s'excuser, me confie qu'il y aura d'autres exclusions. Il me donne quarante-huit heures pour quitter l'Iran, pendant lesquelles il m'interdit de travailler. A ma demande, il m'accorde cependant le droit de rencontrer des gens « à titre privé ».

Un peu plus tard dans la matinée, on apprend que deux journalistes britanniques résidant à Téhéran — Andrew Whitley, du « Financial Times », et Towyn Mason, de la B.b.c. — sont à leur tour expulsés. « L'imam Khomeiny nous a demandé d'agir de manière révolutionnaire », précise M. Beznadnia.

Le mollah de service

Cette « manière révolutionnaire », les Iraniens rencontrés pendant les deux jours que je passe encore à Téhéran m'en donneront quelques exemples inquiétants. Selon eux, on pratique à nouveau la torture dans les locaux de la police secrète. L'ayatollah Khalkhali, dépêché au Kurdistan par l'imam Khomeiny, a aussitôt fait exécuter des dizaines de Kurdes, dont certains seraient étrangers à tout désordre. Le bruit court à Téhéran que le terrible Khalkhali a passé de longs mois dans un asile d'aliénés. Mercredi, un entre-filet annonce qu'une jeune fille de 18 ans a été exécutée pour relations sexuelles illicites.

Mais dans la presse aux ordres, de grands titres lénilissants sont consacrés au travail de l'Assemblée des experts chargée de la révision finale du projet de Constitution. Ces experts, qui sont presque tous des religieux, ont repris le mot d'ordre de Khomeiny : « La Constitution doit être à 100 % islamique. » Au point que certains ont suggéré que le futur président de la République islamique n'a nul besoin d'être iranien, dès lors qu'il est un parfait musulman.

Pour les intellectuels iraniens, l'incroyable est en train de se produire sous leurs yeux : les théologiens, rompant avec la tradition de contre-pouvoir du chi'isme persan, se sont installés à tous les postes de commandement et mettent en place une théocratie totalitaire.

Selon le témoignage d'un Iranien, le mollah de service qui vient de prendre ses fonctions à l'agence de presse Pars a prié ses collaborateurs de cesser de rire. Les Iraniens n'en ont plus guère l'envie.

JEROME DUMOULIN ■